

# Le scénario rwandais se précise au Burundi

AFRIQUE L'armée en train de devenir un champ de bataille

Les assassinats ciblés se poursuivent à Bujumbura, visant principalement des militaires

Un an après le putsch manqué du général Godefroid Nyombare, un an après les violentes manifestations qui avaient marqué la réélection du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat jugé contraire aux accords de paix d'Arusha, le Burundi s'est, en quelque sorte, installé dans l'urgence.

Même si les origines du conflit sont plus politiques qu'éthniques, par plusieurs aspects la situation à Bujumbura rappelle, tragiquement, cet état de « ni guerre ni paix » qui caractérisait le Rwanda en mars 1994, à la veille du génocide. A cette époque aussi, les réunions se poursuivaient à Arusha afin que soit enfin mis en place un gouvernement de transition. Mais dans le même temps, l'étau se resserrait sur le pays : les miliciens Interhahamwe étendaient leur contrôle dans les quartiers, des Tutsis en vue étaient éliminés ainsi que des Hutus « modérés » considérés comme des traîtres...

Aujourd'hui aussi, le Burundi se trouve à la veille de l'ouverture d'un « dialogue » qui devrait réunir toutes les parties en présence, à Arusha une fois encore, mais qui s'annonce sous de bien mauvais augures. En effet, le facilitateur tanzanien Benjamin Mkapa a convoqué toutes les parties, avec le soutien de l'Union africaine et de l'ONU. Mais les Burundais de tous bords dénoncent déjà l'impréparation de la réunion, dont on ne connaît ni le programme ni la liste définitive des invités. De son côté, le Cnared, une coalition qui regroupe la quasi-totalité de l'opposition en exil mais qui connaît des divisions internes, a annoncé son intention de boycotter la rencontre, n'ayant pas été invitée en tant que telle...

Sur le terrain, la réalité est, elle, bien éloignée de ces gesticu-

lations diplomatiques : alors que les chefs de file de l'opposition burundaise se trouvent en exil, au Rwanda ou en Europe, des assassinats ciblés se poursuivent à Bujumbura, visant principalement des militaires. Comme s'il s'agissait d'affaiblir ce qui reste de l'armée burundaise... Rappelons qu'à la suite des accords d'Arusha, les ex-FAB (Forces armées du Burundi), parmi les-

quelles de nombreux officiers tutsis, avaient été mélangés avec d'anciens rebelles hutus revenus du maquis. Doté d'une armée efficace et multiethnique, le Burundi était devenu un contributeur important aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, envoyant plus de 8.000 hommes en Somalie (opération Amisom) et en Centrafrique...

Cette armée est aujourd'hui en passe de devenir elle-même un champ de bataille : déjà ébranlée par la rébellion du général Nyombare voici un an, l'armée est visée par des assassinats ciblés. Un officier considéré comme « modéré », le général Kararuzza, qui avait dirigé les opérations de l'ONU en Centrafrique, a été assassiné voici trois semaines, ainsi que son garde du corps, sa femme et sa fille ; d'autres officiers ont disparu ou ont été éliminés, tous se sentent aujourd'hui menacés. Les coups peuvent venir des extrémistes du régime mais aussi de la rébellion qui considère comme des traîtres des hommes demeurés loyaux, et des listes d'officiers à éliminer circulent...

En outre, les membres de l'ancienne armée nationale, les ex-FAB, qui représentaient une garantie de sécurité pour les Tutsis, sont désormais envoyés en cantonnement dans des camps reculés tandis que les armes lourdes et les munitions leur ont été retirées. A Bujumbura, les militaires de l'armée régulière sont progressivement remplacés

par des policiers acquis au régime mais surtout par des miliciens Imbonerakure, ces groupes de jeunes formés sur le modèle

des Interhahamwe au Rwanda. Kigali dénonce d'ailleurs la présence au Burundi de miliciens FDLR (les anciens Interhahamwe, venus du Kivu voisin). Selon nos informations, ces jeunes militants extrémistes seraient aujourd'hui déployés dans les quartiers de Bujumbura et dans les villes de l'intérieur du pays. Avec l'appui des pouvoirs locaux, ils multiplient intimidations et démonstrations de force.

Comme si le scénario rwandais de 1994 pouvait se calquer inexorablement sur le Burundi de 2016, (alors que les deux situations sont différentes...), il est facile d'imaginer le pire : si la rébellion burundaise, opérant depuis le Rwanda, passait à l'action dans la capitale, décidant d'en finir avec le régime sinon avec le président, ces miliciens pourraient passer à l'action, ciblant les civils tutsis d'ores et déjà repérés. Comme au Rwanda en 1994, une vague d'assassinats pourrait prendre de vitesse la progression de la rébellion et, toujours comme à Kigali, des Hutus « modérés » seraient également pris pour cibles, ce qui contribuerait à brouiller les pistes.

Alors qu'au Rwanda, une force de paix de l'ONU se trouvait sur place, mais se révéla inefficace, au Burundi la communauté internationale est totalement absente : l'Union africaine et la Communauté est africaine sont impuissantes, le Conseil de sécurité de l'ONU est divisé entre la France ambiguë, la Russie et la Chine qui bloquent toute possibilité d'intervention... Seules les organisations humanitaires peaufinent, sur la frontière de la Tanzanie et du Congo, leurs plans d'urgence... ■

COLETTE BRAECKMAN

**MALGRÉ L'OPPOSITION DE BUJUMBURA****L'UA réclame une force internationale**

L'Union africaine (UA) a appelé au déploiement d'une force de police internationale au Burundi en conclusion d'un rapport sur les violations des droits de l'homme dans ce pays depuis le début de la crise, il y a plus d'un an. « *En plus d'augmenter le nombre d'observateurs militaires et des droits de l'homme de l'Union africaine (au Burundi), le déploiement d'une force de police internationale est nécessaire* », écrivent les experts de l'UA. Fin 2015, l'UA avait préconisé le déploiement d'une force militaire d'interposition de 5.000 hommes pour enrayer le cycle des violences, mais le projet avait finalement été abandonné devant l'opposition catégorique de Bujumbura et les vives réticences de plusieurs chefs d'Etat africains. Le rapport a été réalisé par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. (afp)